

---

Une autre question vitale pour l'Afrique, c'est le problème de la décolonisation. J'ai déjà mentionné la part active que le Canada avait prise au moment des indépendances. Nous avons également démontré notre intérêt dans cette question par notre contribution au processus qui a conduit à l'indépendance du Zimbabwe. Depuis cinq ans, de concert avec d'autres pays occidentaux, et en contact constant avec les pays de l'Afrique australe, nous travaillons résolument à la mise sur pied d'un processus qui permettra à la Namibie d'obtenir son indépendance, d'une façon pacifique, sur la base d'élections libres sous la surveillance d'organismes internationaux.

S'agissant de l'apartheid, le Canada a souvent et vigoureusement combattu ce système raciste qui est un affront à la dignité humaine, et que le premier ministre Trudeau a qualifié " d'insulte à l'humanité ". Le Canada a devancé les Nations Unies en instaurant dès 1963 un embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Nous avons également pris des mesures pour décourager les contacts sportifs avec ce pays dès 1978, ainsi que l'expansion des liens commerciaux. Enfin, à travers divers organismes, nous avons offert un appui constant aux victimes de l'apartheid.

Le Canada, qui n'a jamais été une puissance coloniale, suit une politique de non-ingérence dans les affaires internes des pays africains. Cette politique a toujours rencontré l'approbation des pays africains. Cependant, si nous affichons une stricte neutralité devant des conflits tels que ceux qui affectent le Sahara occidental, le Tchad, la corne de l'Afrique, nous n'y sommes pas insensibles, et le Canada apporte une aide humanitaire appréciable aux victimes de ces conflits. Le Canada a également joué un rôle clé dans le rétablissement des droits de la personne en Guinée équatoriale, après la fin de la dictature de Macias, et il a participé à la surveillance des élections en Ouganda après la chute d'Amin Dada.

**Bilan des relations canadiennes avec l'Afrique**

Nous avons aujourd'hui avec l'Afrique un dialogue politique de plus en plus profond et continu. Les visites à haut niveau se multiplient, ainsi que nos consultations à l'occasion de crises internationales. Ce dialogue politique se poursuit sur une base bilatérale aussi bien qu'à l'occasion de rencontres au sein d'organismes du Commonwealth et des institutions francophones.

Voici donc, dans ses grandes lignes, le tableau de la politique canadienne en Afrique. Il s'agit là, comme vous avez pu vous en apercevoir, d'une politique cohérente, active et substantielle. Il nous reste encore des éléments à approfondir et à intégrer à notre politique générale. Par exemple, nos relations avec certains pays qui tombent entre les deux chaises de la Francophonie et du Commonwealth ; l'expansion souhaitable de nos programmes d'aide face à nos contraintes administratives dictées par un souci d'efficacité ; l'expansion également souhaitable de notre réseau de missions diplomatiques face à notre politique d'austérité. Je me réjouis toutefois de constater que nous n'avons de problèmes politiques avec aucun pays africain. Nos relations sont sans doute plus intenses avec certains qu'avec d'autres, mais elles sont néanmoins excellentes avec tous.

---